

Réservé
au
Moniteur
belge



05147395

11-10-2005

NIVELLES

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 20/10/2005 - Annexes du Moniteur belge

Dénomination : **DANY TIF**

Forme juridique Société privée à responsabilité limitée

Siège 1428 Braine-l'Alleud (Lillois-Witterzée), Grand'Route, 133

N° d'entreprise 0452787090

Objet de l'acte **CONVERSION DU CAPITAL EN EUROS - SUPPRESSION DE LA VALEUR
NOMINALE DES PARTS - ACTUALISATION ET REFONTE DES STATUTS -
DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

Du procès-verbal clôturé par le notaire Jean Botermans, à Braine-l'Alleud, le vingt-neuf septembre deux mil cinq, enregistré à Braine-l'Alleud, quatre rôles, un renvoi, le 6 octobre 2005, vol 195 Fol 63 Case 1. Reçu : vingt-cinq euros Le Receveur, (signé) a.s. BARBIER Carole, il résulte que l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société privée à responsabilité limitée "DANY TIF", ayant son siège social à 1428 Braine-l'Alleud (Lillois-Witterzée), Grand'Route, 133, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité

PREMIÈRE RÉSOLUTION CONVERSION DU CAPITAL EN EUROS

L'assemblée décide d'exprimer le capital social de la société en euros. Par conséquent, le capital social, actuellement à sept cent cinquante mille francs belges (750 000 BEF) et après conversion au taux de quarante virgule trois mille trois cent nonante-neuf francs belges (40,3399 BEF) pour un euro (1,00 EUR), s'élève à dix-huit mille cinq cent nonante-deux euros un cent (18.592,01 EUR)

DEUXIÈME RÉSOLUTION SUPPRESSION DE LA VALEUR NOMINALE DES PARTS SOCIALES

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des parts sociales. Le capital est donc représenté par deux cent cinquante parts sociales, sans désignation de valeur nominale

TROISIÈME RÉSOLUTION ACTUALISATION ET REFONTE DES STATUTS

Comme conséquence (a) des résolutions qui précèdent et (b) en outre, afin d'adapter les statuts au Code des sociétés, l'assemblée décide de reformuler et de refondre les statuts de la société comme suit

Ce texte annule et remplace la version actuelle des statuts

« TITRE I DÉNOMINATION - SIÈGE - OBJET - DURÉE

Article 1 : Forme - Dénomination

La société a la forme d'une société privée à responsabilité limitée, sous la dénomination "DANY TIF".

Cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société Privée à Responsabilité Limitée" ou des initiales : "SPRL".

Article 2. Siège social

Le siège de la société est établi à (B-1428) Braine-l'Alleud (Lillois-Witterzée), Grand'Route 133.

Le siège de la société peut être transféré en tout autre endroit en Belgique, par décision du (des) gérant(s).

Tout changement du siège social est publié à l'Annexe au Moniteur belge, par les soins du (des) gérant(s)

Le (les) gérant(s) peut (peuvent) en Belgique ou à l'étranger, créer des sièges administratifs, sièges d'exploitation, agences, succursales et filiales

Article 3. : Objet

La société a pour objet l'exploitation d'un salon de coiffure hommes, dames, enfants, la vente de produits de parfumerie et soins de beauté, ainsi que l'esthétique et l'exploitation de bancs solaires, la vente de vêtements maroquinerie, et bijoux de fantaisie

La société peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet analogue, similaire ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise.

Article 4 Durée

La société a une durée illimitée.

TITRE II CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 5 Capital

Le capital social souscrit de la société est fixé à dix-huit mille cinq cent nonante-deux euros un cent (18 592,01 EUR), représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales, sans désignation de valeur nominale. Les parts sociales ont été numérotées de 1 à 250

Article 6 Appel de fonds

L'engagement de libération d'une part sociale est inconditionnel et indivisible

Le (les) gérant(s) décide (décident) souverainement les appels de fonds

Les parts sociales qui n'ont pas été entièrement libérées au moment de leur souscription, le seront aux époques et pour les montants fixés par le (les) gérant(s)

L'associé qui, après un appel de fonds signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire au versement dans le délai fixé dans la communication, est redevable à la société, d'un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal augmenté de deux pour cent (2%) l'an, à dater de l'exigibilité du versement

L'exercice des droits attachés aux parts sociales est suspendu aussi longtemps que les versements appelés n'auront pas été opérés dans le délai fixé au paragraphe précédent.

Article 7 Indivisibilité des titres

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale pour ce qui concerne l'exercice de leurs droits

Les titres grevés d'un usufruit seront inscrits au nom du nu-propriétaire et au nom de l'usufruitier

Les dispositions du présent article sont également applicables à toutes les obligations émises par la société

Article 8 Nature des titres - Registre des associés

Les parts sociales sont nominatives

Il est tenu un registre des associés au siège social de la société.

Tout associé ou tout tiers intéressé pourra en prendre connaissance.

Il contient

1. la désignation précise de chaque associé et le nombre de parts lui appartenant,

2 l'indication des versements effectués,

3 les transferts ou transmissions de parts avec leurs dates, datés et signés par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire, en cas de cession entre vifs, par le (les) gérant(s) et le bénéficiaire, en cas de transmission pour cause de mort

Les cessions ou transmissions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des associés.

Chaque associé peut demander un certificat d'inscription à son nom Cet extrait du registre est signé par un gérant mentionnant le nombre de parts qu'il possède dans la société Lesdits certificats ne pourront en aucun cas être établis à ordre ou au porteur

Article 9 Augmentation de capital - Droit de préférence

L'augmentation du capital est décidée par l'assemblée générale des associés aux conditions requises par le Code des sociétés.

Si une prime d'émission des parts nouvelles est prévue, le montant de cette prime doit être intégralement versé dès la souscription

Les parts à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux associés proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs parts.

Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription Le délai est fixé par l'assemblée générale

L'ouverture de la souscription ainsi que son délai d'exercice sont annoncés par un avis porté à la connaissance des associés par lettre recommandée

Les parts qui n'ont pas été souscrites conformément au premier paragraphe ne peuvent l'être que par les personnes indiquées dans le Code des sociétés, sauf l'agrément de la moitié au moins des associés possédant au moins les trois/quarts du capital.

Sauf convention contraire, le droit de préférence des parts grevées d'usufruit, appartiendra au nu-propriétaire Les nouvelles parts ainsi souscrites seront grevées d'usufruit comme l'étaient les parts anciennes

Si le nu-propriétaire ne fait pas usage du droit de préférence, celui-ci pourra être exercé par l'usufruitier Les parts qui seront ainsi souscrites par l'usufruitier exclusivement, appartiendront à ce dernier en pleine propriété

Article 10 Réduction du capital

Toute réduction du capital social ne peut être décidée que par l'assemblée générale, délibérant dans les conditions requises pour la modification des statuts, et moyennant observation des dispositions du Code des sociétés

Article 11 Cession et transmission des parts

1.A) Quand la société ne comprend qu'un associé, celui-ci est libre de céder tout ou partie des parts à qui il l'entend

B) Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société

Les droits afférents aux parts sont exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leur droit dans la succession, jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance des legs portant sur celles-ci

Par dérogation à ce qui précède et pour autant que les statuts ne comprennent pas de dispositions particulières, celui qui hérite de l'usufruit des parts d'un associé unique, exerce les droits attachés à celles-ci

2 A) Quand la société comprend plusieurs associés, la cession des parts entre vifs et la transmission pour cause de mort ne sont soumises à aucune restriction si elles ont lieu au profit d'un associé ou d'un héritier en ligne directe ou du conjoint d'un associé.

Dans tous les autres cas, la cession et la transmission sont soumises à l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois/quarts au moins du capital, déduction faite des droits dont la cession est proposée.

B) L'associé qui désire céder une ou plusieurs parts doit en informer les autres associés par lettre recommandée, celle-ci contient la désignation des nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire propose ainsi que le nombre de parts qu'il envisage de céder et le prix proposé

Les associés sont tenus de répondre par lettre recommandée, dans le mois, à la demande d'agrément, à défaut d'avoir réagi dans le délai précité, les associés seront censés ne pas s'opposer à la cession.

C) Le refus d'agrément ne donne lieu à aucun recours judiciaire

Les associés qui se sont opposés à la cession ont six mois à dater du refus pour trouver acheteurs; faute de quoi ils sont tenus d'acquiescer eux-mêmes les parts ou de lever l'opposition

D) Dans cette hypothèse, le prix de rachat sera fixé sur base des trois derniers comptes annuels, où il est tenu compte des plus-values et moins-values éventuelles qui ne seraient pas encore exprimées au bilan et de l'évolution de l'avoir social depuis lors.

Ce prix sera déterminé, à défaut d'accord, suivant les normes d'usage en ce qui concerne la détermination de la valeur des parts sociales, par deux experts comptables I.E.C. (Institut des Experts Comptables) dont l'un désigne par l'acheteur et l'autre par le vendeur

Le rachat des parts doit en toute hypothèse intervenir dans les six mois de la fixation définitive de la valeur
A l'expiration de ce délai, les ayants droit pourront y contraindre les associés opposants par tous moyens de droit

En aucun cas, le cédant ne peut exiger la dissolution de la société

3 Les héritiers et légataires qui ne peuvent devenir associés ont droit à la valeur des parts transmises

Le prix est fixé et payable comme il est dit ci-dessus

TITRE III - ADMINISTRATION - REPRÉSENTATION

Article 12 Gérant

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non.

Le(s) gérant est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale pour une durée à déterminer par l'assemblée générale, et est (sont) en tout temps révocable par elle

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat du (des) gérant(s) n'est pas rémunéré.

Article 13. Administration

Le (les) gérant(s) a (ont) le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception des actes réservés par la loi (ou par les présents statuts) à l'assemblée générale

S'il y a plusieurs gérants, ils peuvent répartir entre eux les tâches d'administration

Une telle répartition des tâches ne pourra être opposée aux tiers.

Article 14 Représentation

Le gérant représente la société à l'égard des tiers et en justice, tant en demandant qu'en défendant

En cas de pluralité de gérants, ils agiront soit séparément, soit conjointement ou en tant que collège, conformément à la décision de l'assemblée générale.

Article 15 Délégation - Mandat spécial

Le (les) gérant(s) peut (peuvent) désigner des mandataires spéciaux de la société

Seules des délégations spéciales et limitées pour des actes déterminés ou pour une série d'actes déterminés sont admises

Les mandataires engagent la société dans les limites des pouvoirs qui leur ont été conférés, nonobstant la responsabilité du (des) gérant(s), en cas de dépassement de son (leur) pouvoir de délégation

Article 16. Responsabilité

Le (les) gérant(s) ne contracte(nt) aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société, mais il(s) est (sont) responsable(s) de l'exécution de son (leur) mandat et des fautes commises dans sa (leur) gestion, conformément au droit commun et au Code des sociétés

Article 17 : Intérêt opposé

1) Le membre d'un collège de gestion qui a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à celui de la société, dans une opération, une série d'opérations ou une décision à prendre, est tenu de le communiquer aux autres membres avant la délibération. Sa déclaration, ainsi que les raisons justifiant l'intérêt opposé qui existe dans le chef du (des) gérant(s) concerné, doivent figurer dans le procès-verbal du collège qui devra prendre la décision. De plus, il doit, lorsque la société a nommé un ou plusieurs commissaires, les en informer

2) S'il n'y a pas de collège de gestion et qu'un gérant se trouve placé dans cette opposition d'intérêts, il en réfère aux associés et la décision ne pourra être prise ou l'opération ne pourra être effectuée pour le compte de la société que par un mandataire ad hoc

3) Lorsque le gérant est l'associé unique et qu'il se trouve placé dans cette dualité d'intérêts, il pourra prendre la décision ou conclure l'opération mais rendra spécialement compte de celle-ci dans un document à déposer en même temps que les comptes annuels

TITRE IV - CONTRÔLE

Article 18 Contrôle de la société

Pour autant que la société y soit tenue légalement, le contrôle de la situation financière de la société, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des présents statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, doit être confié à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans, renouvelable

Si la société n'est pas légalement tenue de nommer un commissaire et décide de ne pas en nommer, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire

TITRE V - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ASSOCIÉS

Article 19 Assemblée générale annuelle

Il est tenu une assemblée générale annuelle, chaque année le dernier mardi du mois de mai, à dix-huit heures

Si ce jour est férié, l'assemblée est reportée au plus prochain jour ouvrable, à la même heure

Article 20 Convocation

Les convocations aux assemblées générales sont faites de la manière prévue par la loi

Article 21 Assemblée générale extraordinaire

Une assemblée générale extraordinaire se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, ou sur la demande d'associés représentant le cinquième du capital social

Article 22 . Lieu

Les assemblées générales se tiennent au siège social ou en un autre endroit en Belgique, indiqué dans les convocations

Article 23 Bureau

Les assemblées générales sont présidées par le plus âgé des gérants, ou en son absence, par le plus âgé des associés présents

Le président de l'assemblée désigne un secrétaire et un ou plusieurs scrutateurs qui ne doivent pas être associés.

Article 24. : Délibération - Résolutions

a) quorum

L'assemblée générale délibère et prend des résolutions valablement quelle que soit la partie présente ou représentée du capital social, sauf dans les cas où la loi exige un quorum de présence

b) résolutions

Les résolutions sont prises par l'assemblée générale, à la majorité des voix, à moins que la loi n'exige une majorité spéciale

Les abstentions ou votes blancs ainsi que les votes nuls ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité à l'assemblée générale

En cas de partage des voix, la proposition est rejetée

Les gérants non statutaires et le commissaire sont élus à la majorité simple. Si celle-ci n'a pas été obtenue, il est procédé à un nouveau scrutin entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix lors du premier vote.

En cas de partage des voix, le candidat le plus âgé est élu.

Article 25 Droit de vote

Chaque part sociale donne droit à une voix

Article 26 Vote - Représentation

a) Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

b) En cas de pluralité d'associés, chaque associé émet sa voix, soit en personne, soit par un mandataire, associé ou non et porteur d'une procuration écrite

Les procurations doivent être produites à l'assemblée générale pour être annexées au procès-verbal de la réunion.

Le vote écrit n'est pas admis

Article 27 Suspension du droit de vote - Mise en gage des titres - Usufruit

a) Lorsqu'il n'aura pas été satisfait à des appels de fonds régulièrement appelés et exigibles, l'exercice du droit de vote afférent à ces parts sociales sera suspendu

b) Sauf dispositions contraires reprises dans les présents statuts, le droit de vote attaché à une part sociale détenue en indivision, ne pourra être exercé que par une seule personne, désignée par tous les copropriétaires

c) Le droit de vote attaché à une part sociale grevée d'usufruit sera exercé par l'usufruitier

d) Le droit de vote attaché aux parts sociales qui ont été données en gage, sera exercé par le propriétaire qui a constitué le gage.

Article 28 Résolutions en dehors de l'ordre du jour

Il ne pourra être délibéré par l'assemblée sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour, que si toutes les parts sociales sont présentes et pour autant qu'il en soit décidé à l'unanimité des voix.

L'unanimité ainsi requise est établie si aucune opposition n'a été mentionnée dans les procès-verbaux de la réunion

Article 29. : Procès-verbaux

Il sera dressé un procès-verbal de chaque assemblée pendant le cours de celle-ci

Les procès-verbaux sont signés par le président, le secrétaire, les scrutateurs et les associés qui le souhaitent

Les procès-verbaux sont consignés dans un registre tenu au siège social

Les copies ou extraits, à produire en justice ou devant d'autres instances, doivent être signés par la majorité des gérants et de l'éventuel commissaire

TITRE VI - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION - RAPPORT DE RÉVISION

Article 30. Exercice social - Comptes annuels

L'exercice social de la société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre

A la fin de chaque exercice social, le(s) gérant(s) dresse(nt) un inventaire et établit (établissent) les comptes annuels, conformément au Code des sociétés

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats et l'annexe et forment un tout

Pour autant que la société y soit tenue légalement, le(s) gérant(s) doit (doivent) établir un rapport, appelé "rapport de gestion", dans lequel il(s) rend(ent) compte de sa (leur) gestion

Ce rapport comprend les commentaires, informations et données mentionnés dans le Code des sociétés

Le(s) gérant(s) remet(tent) les pièces prescrites par le Code des sociétés, avec le rapport de gestion, au(x) éventuels commissaire(s) ou les tient (tiennent) à la disposition des associés, s'il n'y a pas de commissaire dans la société, un mois au moins avant l'assemblée annuelle.

Le(s) commissaire(s), s'il en existe dans la société, rédige(nt), en vue de l'assemblée annuelle, un rapport écrit et circonstancié appelé "rapport de contrôle", tenant compte des dispositions prescrites par le Code des sociétés.

Quinze jours au moins avant l'assemblée annuelle, les associés peuvent prendre connaissance au siège de la société des documents prescrites par le Code des sociétés.

Dans les trente jours de l'approbation par l'assemblée générale des comptes annuels, le(s) gérant(s) dépose(nt), les documents prescrits par le Code des sociétés.

Lorsqu'en plus de la publicité prescrite par le Code des sociétés, la société procède par d'autres voies à la diffusion intégrale du rapport de gestion et des comptes annuels ou sous une version abrégée de ces derniers, celle-ci se fera dans le respect des dispositions prescrites par le Code des sociétés.

TITRE VII - AFFECTATION DU BÉNÉFICE

Article 31

Sur le bénéfice net, ainsi qu'il résulte des comptes annuels, il est prélevé, chaque année, au moins cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint dix pour cent du capital social.

Le surplus est mis à la disposition de l'assemblée qui, sur proposition du (des) gérant(s), en détermine l'affectation, compte tenu des dispositions du Code des sociétés.

Le paiement des dividendes a lieu aux époques et aux endroits fixés par le(s) gérant(s).

Sauf disposition contraire de la loi, les dividendes qui n'auront pas été encaissés endéans les cinq ans à compter du jour de leur exigibilité, demeureront la propriété de la société.

Aucune distribution ne peut être faite, lorsqu'à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels, est ou deviendrait à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toute distribution faite en contravention de cette disposition doit être restituée par les bénéficiaires de cette distribution, si la société prouve que ces bénéficiaires connaissaient l'irrégularité des distributions faites en leur faveur ou ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances.

TITRE VIII - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 32. : Réunion de tous les titres en une main

La réunion de toutes les parts entre les mains d'une seule personne n'entraîne pas la dissolution de la société.

Lorsque cette personne est une personne morale et que, dans un délai d'un an, un nouvel associé n'est pas entré dans la société ou que celle-ci n'est pas dissoute, l'associé unique est réputé caution solidaire de toutes les obligations de la société nées après la réunion de toutes les parts entre ses mains jusqu'à l'entrée d'un nouvel associé dans la société ou la publication de sa dissolution.

Article 33. : Causes de dissolution

a) Général

En dehors des cas de dissolution judiciaire et ce qui est prévu par le Code des sociétés, la société ne peut être dissoute que par une décision de l'assemblée générale.

Toute proposition de dissolution doit faire l'objet d'un rapport justificatif établi par le(s) gérant(s) et annoncé à l'ordre du jour de l'assemblée générale appelée à statuer. A ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société arrêtée à une date ne remontant pas à plus de trois mois. Un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable inscrit au tableau de l'Institut des Experts-Comptables fait rapport sur cet état et indique s'il reflète complètement et fidèlement la situation de la société.

b) Perte du capital

Si par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales, en vue de délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour la modification des statuts, de la dissolution de la société et éventuellement d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour. Les modalités en sont déterminées dans le Code des sociétés.

Les mêmes règles sont observées si, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital social, mais en ce cas, la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au minimum fixé par le Code des sociétés, tout intéressé peut demander au Tribunal la dissolution de la société.

Le Tribunal peut, le cas échéant, accorder à la société un délai en vue de régulariser sa situation.

Article 34. Dissolution - Subsistance - Clôture

Après sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, la société est réputée exister de plein droit pour sa liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

Article 35 : Nomination de liquidateur(s)

A défaut de nomination de liquidateur(s), le(s) gérant(s) en fonction au moment de la dissolution est (sont) de plein droit liquidateur(s), à l'exception de ce qui est prévu par le Code des sociétés.

L'assemblée générale de la société en liquidation peut, à tout moment, et à la majorité ordinaire des voix, nommer ou révoquer un ou plusieurs liquidateurs.

Elle détermine leurs pouvoirs, leurs émoluments ainsi que le mode de liquidation.

La nomination de liquidateurs met fin aux pouvoirs du (des) gérant(s).

Article 36 Répartition

Après apurement de toutes les dettes, charges et coûts de liquidation, l'actif net sera réparti entre les associés en proportion de la part du capital que représentent leurs parts sociales.

Si les parts ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels.

de fonds complémentaires à charge des parts insuffisamment libérées, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres au profit des parts libérées dans une proportion supérieure

Le solde est reparti également entre toutes les parts

TITRE IX. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 37 Litiges - Compétence

Pour tous litiges entre la société, ses associés, gérants, éventuel(s) commissaire(s) et liquidateurs, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux Tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément

Article 38 Élection de domicile

Tout associé, gérant ou liquidateur domicilié à l'étranger qui n'aura pas élu domicile en Belgique, valablement signifié à la société, sera censé avoir élu domicile au siège social où tous les actes pourront valablement lui être signifiés ou notifiés, la société n'ayant pas d'autre obligation que de les tenir à la disposition du destinataire »

QUATRIEME RÉSOLUTION DÉLÉGATION DE POUVOIRS

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs au notaire soussigné afin de rédiger, signer et déposer le texte de la coordination des statuts de la société, conformément au Code des sociétés.

Tous pouvoirs sont en outre conférés à FISCOMEX, à Lillois, rue Croix de Pierre 2, avec faculté de substituer, pour représenter la société auprès de toutes les administrations, entre autres la Banque Carrefour des Entreprises et l'administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, et pour signer toutes déclarations et faire en général toutes démarches nécessaires en vue de faire acter les décisions qui précèdent, pour autant que de besoin

Pour extrait analytique,

Jean BOTERMANS

Notaire

Déposé en même temps expédition, coordination des statuts